

GRAND ORIENT DE FRANCE



TENUE SOLENNELLE

ORGANISEE PAR LES RR : LL :

ANATOLE FRANCE



COMMUNE



LEONARD DE VINCI



MIDI PLEIN



Avec la participation de la CNPL et
de la LE&R République Universelle



Temple Groussier
GODF
16, rue Cadet, Paris

Les identitaires contre l'Universalisme

Laïcité
et
République sociale
sont-elles menacées ?

Tenue solennelle du
8 février 2023

Avant-propos

L'universalisme concret, inséparable de l'idéal maçonnique

Philippe Foussier & Bernard Teper

L'aspiration à l'universalisme n'est pas l'apanage de la Franc-maçonnerie. Mais elle demeure néanmoins consubstantielle à son ambition : réunir des hommes et des femmes qui entendent améliorer l'Homme et la société et tendent vers un idéal commun, tous étant considérés pour leurs vertus individuelles et leurs qualités propres et non pour leur condition, leur héritage, leurs origines. Le discours du Chevalier de Ramsay, brillante balise dans le patrimoine intellectuel et historique de la franc-maçonnerie, ne dit rien d'autre que cela. Il le dit dès 1738.

Cet universalisme, dans lequel doivent pouvoir s'inscrire tous les êtres humains quels que soient le pays et le lieu où ils vivent, quelle que soit leur inclination spirituelle, a pris corps dans la philosophie et le Siècle des Lumières. Il connaît sa traduction juridique majeure avec la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* du 26 août 1789, dont l'article premier dispose que "tous les hommes naissent libres et égaux en droit".

En 1948, le 10 décembre, la dimension planétaire du principe est enfin consacrée avec l'adoption de la *Déclaration universelle des droits de l'homme*.

Mais cette aspiration à l'universalisme a été combattue dès son apparition. Des forces en opposition frontale avec cette conception de l'homme et de l'organisation sociale aiment à valoriser, au contraire, dans chaque être humain, son "essence", ses origines, ses appartenances, qu'il les ait ou non choisies.

En niant la capacité de chaque individu à s'extraire de son groupe d'appartenance, cette lecture essentialiste identitaire s'oppose à l'une des dimensions majeures de la Franc-maçonnerie, qui postule, pour chaque homme ou femme pris individuellement, une capacité à s'émanciper – s'ils le souhaitent - de leurs héritages sociaux, culturels, ethniques.

Elle se nomme indifféremment relativisme culturel, différentialisme, ethnicisme, racialisme, tribalisme, ou plus prosaïquement communautarisme.

Face aux courants qui n'ont eu de cesse de faire prévaloir cette vision régressive et archaïque de l'Homme, la Franc-maçonnerie doit retrouver un rôle majeur d'irrigation de la pensée et des principes humanistes d'organisation de nos sociétés.

Cette tenue du 8 février 2023 et les prolongements qu'elle connaîtra entendent contribuer résolument à ce combat culturel au sein de notre Obédience comme de l'Ordre de manière plus générale, afin que l'idéal universaliste l'emporte sur les passions et les obsessions identitaires qui caractérisent notre période.

On connaît les griefs retenus par certains pour flétrir l'universalisme, lequel ne serait qu'une incantation sans portée réelle, voire servant parfois à masquer la réalité des inégalités et des discriminations qui perdurent au-delà de vertueuses proclamations.

C'est la raison pour laquelle nous concevons cet universalisme "abstrait", adossé aux deux idées phares que sont l'unité du genre humain et l'égalité des droits, comme un levier, un préalable, permettant de déployer les moyens concrets d'un universalisme en actes, incarné dans la réalité sociale. Il est alors le meilleur et le plus puissant instrument de l'émancipation humaine. L'exigence de ce combat constitue pour nous le premier devoir de la Franc-maçonnerie, plus encore de nos jours au regard de la multiplicité des défis qui traversent nos sociétés. ▲

Présentation

À l'ordre du jour de cette Tenue solennelle, un seul point, mais qui est d'importance : *Les identitaires contre l'universalisme – Laïcité et République sociale sont-elles menacées ?*

Sept interventions pour illustrer la problématique ; un débat en deux temps, articulé autour de ces interventions.

Deux Frères, Philippe Foussier et Bernard Teper, sont à l'initiative de cette Tenue solennelle, avec quatre Loges (par ordre alphabétique) :

- Δ *Anatole France* – Paris I
- Δ *Commune* – Paris III
- Δ *Léonard de Vinci* – Paris III
- Δ *Midi plein* – Paris II

Ce projet a reçu très tôt le soutien de la Loge d'Études et de Recherche *République Universelle* [LÉR] et celui de la *Commission Nationale Permanente de la Laïcité* du Grand Orient de France [CNPL].

L'objectif

Ouvrir une réflexion et un débat sur les revendications identitaires – voire contestations ou mouvements, selon les terminologies employées – qui, s'insinuant lentement dans l'opinion publique, et allant à l'encontre de l'universalisme, tendent à fragiliser, si ce n'est représenter une menace, pour nos institutions républicaines et démocratiques.

Qu'entend-on par "mouvements identitaires" ?

On peut distinguer deux types de mouvements identitaires.

"Les Identitaires" – connu également sous la dénomination "Bloc Identitaire", alias "Génération identitaire" – désigne un mouvement politique d'extrême-droite. Les membres en sont historiquement très anciens et leurs revendications sont bien connues : défense de l'identité nationale, opposition à l'islam, tout en agitant, avec terreur, le risque du « grand remplacement », défense *in fine* du suprémacisme blanc et des valeurs dites "occidentales".

Plus récemment, des mouvements dits également "identitaires" se multiplient. Ils sont d'un autre ordre, plus sociétal, et paraissent, mais en apparence seulement, moins politiques.

Leurs revendications sont empreintes d'"assignation identitaire" sur des thèmes relatifs au genre, à la race, au post-colonialisme, à l'intersectionnalité, *etc.*, tendant à essentialiser les individus, à les réduire à des particularités morales, à l'appartenance à une religion, à une race, *etc.*

Nombre de personnes se reconnaissant dans l'une ou l'autre identité, se regroupent. Elles exigent d'être reconnues comme telles au nom de l'égalité et en raison de la discrimination dont elles se disent être l'objet. L'opinion publique, en majorité sensible à cette notion de discrimination, leur fait bon accueil, au moins dans un premier temps ; ces mouvements se développent, leur rhétorique s'insinue lentement dans l'opinion publique, ils occupent l'espace médiatique et fructifient de manière étonnante, aidés par un environnement où règnent la loi du chacun pour soi et l'angoisse de la mondialisation.

Chacun a le droit de défendre son identité, et la lutte contre les discriminations est essentielle. Là n'est pas le sujet. C'est la radicalisation de ces mouvements, les rapports de force qu'ils instaurent, leur caractère parfois volontairement outrancier et polémique, le subjectivisme victimaire qu'ils développent qui interpellent ; et, surtout, le fait que l'identité soit mise en avant au détriment de la citoyenneté.

Qui plus est, à la fragmentation de la société s'ajoutent l'incompréhension, le découragement d'une opinion publique partagée entre ce qu'elle croyait être une revendication bien fondée et une radicalisation de celle dernière. De plus, la conjonction de ces facteurs contribuerait à la désaffectation des urnes lors des élections.

De tels processus, en renforçant le fractionnement de la société, nuisent à l'universalisme républicain qui considère que la meilleure façon de ne pas discriminer un citoyen c'est de faire abstraction de sa race, sa religion, ses opinions politiques, son orientation sexuelle, son sexe.

Qui est qui ? Que comprendre ? Quels sont les marqueurs de ces mouvements identitaires ? Comment mieux les identifier ?

Impossible de traiter un tel sujet en une soirée.

L'objectif de la Tenue du 8 février 2023, en attendant une suite éventuelle, fut d'apporter, au travers d'éclairages portés sur ces mouvements identitaires, des éléments de réponse à ces questions, et de mettre en place quelques repères pour mieux comprendre et discerner ce que certains parmi nous observent avec quelque perplexité.

Se sont succédées sept interventions de sept minutes chacune avec un premier temps de débat de trente minutes au terme des quatre premières interventions, et un second temps de débat de vingt minutes au terme des trois dernières interventions.

Aux plateaux d'Orateur et de Secrétaire, Marina Caetano-Viellard, Vénérable Maître de la Loge *Midi Plein* et Christophe Bottero, Vénérable Maître de la Loge *Anatole France* ; la Colonne d'Harmonie était tenue par Sylvain Pierson, de la Loge *Midi plein* ; la Présidence était assurée par Elisabeth Bouffard-Savary, Vénérable Maître de la Loge *Commune*.

Tous nos remerciements aux Conseillers de l'Ordre présents à l'Orient, les TTIIF Claude Panzera et Guillaume Trichard, aux Officiers qui ont tenu un plateau et aux conférenciers qui ont œuvré lors de cette Tenue.

Élisabeth Bouffard-Savary
Vénérable Maître de *Commune*



Sommaire

La mondialisation : un universel contre l'universalisme.....	p.11
André Bellon – Vénérable Maître de la Loge <i>Léonard de Vinci</i>	
Le retour de la race.....	p.13
Philippe Foussier – Loge <i>Léonard de Vinci</i> ; LÉR <i>République Universelle</i>	
Féminisme universaliste vs néo-féminisme	p.17
Riva Gherchanoc – Loge <i>Anatole France</i>	
Laïcité et discours identitaire	p.23
Mireille Quivy – Présidente de la CNPL ; LÉR <i>République Universelle</i>	
Assignation culturelle ou émancipation ?	p.27
Jean-Pierre Leguay – Loge <i>Midi Plein</i>	
Laïcité : comment transmettre ?	p.31
Daniel Bernard – Loge <i>Anatole France</i>	
Le combat laïque et le combat social face à la religion woke	p.37
Bernard Teper – Loge <i>Commune</i>	



La mondialisation : un universel contre l'universalisme

Le titre de notre soirée était *les identitaires contre l'universalisme*. Il est, en effet, plus que temps que ce combat se développe et c'est l'objectif affirmé par notre réunion.

Mais on ne peut se contenter d'attaquer les identitaires. Il faut en même temps comprendre pourquoi l'universalisme s'est estompé, pourquoi il a pu être soumis à des dévoiements qui ouvrent un espace à d'autres.

J'avais, en ce sens, dans un premier temps, proposé comme titre d'ailleurs provocateur de mon intervention *L'universel contre l'universalisme*. On m'a fait remarquer, avec raison, que c'était ambigu et on a donc choisi *La mondialisation : un universel contre l'universalisme*. Ce que je veux dire, c'est que, dans le monde actuel, le mot *universel* est récupéré par des forces non humanistes. De ce fait, lorsqu'on parle des *woke*, il faut prendre garde à ne pas s'attaquer seulement aux conséquences de ces dérives en oubliant d'analyser les causes, comme dirait Bossuet.

Et donc, revenons à la mondialisation. Elle se présente comme un universel : le village planétaire qui utilise une caricature du citoyen du monde, « vivons ensemble nos différences »... mais est-ce un universel au sens philosophique comme l'universalisme humaniste qui est le nôtre ? Non, car la mondialisation n'est pas une philosophie, elle n'est pas un fait de nature, elle est une construction humaine, une idéologie. Nombre de penseurs, tel Alain Supiot dans *L'esprit de Philadelphie*, ont dénoncé cette erreur.

La valeur cardinale de la mondialisation n'est pas philosophique, elle est l'économie. En ce sens, la mondialisation est l'aboutissement

géopolitique de l'évolution qui a mis l'économie au rang de technique dominante – je dis technique car je ne pense pas que l'économie soit une science. Ce processus s'est développé dans les années 1960-1970 où l'on a vu, en particulier, l'économie s'autonomiser dans l'université. Mais, en s'abstrayant des sciences sociales, l'économie a fait du social un ennemi. De ce fait, le contrat social n'est plus l'objectif de la vie publique. Les identitaires sont un des avatars de cette situation.

On ne peut donc, à mon sens, séparer la lutte contre les identitaires de la critique de la mondialisation. La valeur cardinale de l'humanisme reste philosophique, fondée sur l'humain car, comme disait Protagoras, *L'homme est la mesure de toute chose*.

André Bellon



Le retour de la race



Il est des courants idéologiques qui aiment à comptabiliser les noirs dans l'équipe nationale de football. À l'autre extrême de l'échiquier politique, il en est qui s'attachent à inventorier le nombre de "racisés" sur les plateaux de télévision.

Jadis, les premiers justifiaient le « développement séparé des races », le terme plus policé pour désigner l'apartheid en Afrique du Sud, au motif que lorsque nous sommes d'ethnies, de cultures, de couleur, le cas échéant de religions différentes, nous ne sommes pas faits pour vivre ensemble. Aujourd'hui, les seconds organisent des manifestations de rue, des formations syndicales ou des réunions associatives dans lesquelles on trie les participants en fonction de leur couleur de peau. En France, ils ont commencé avec *Nuit debout*, place de la République, au printemps 2016. Depuis, la sélection des individus selon la pigmentation de leur épiderme s'est développée massivement dans de nombreuses structures de la gauche et de l'extrême gauche. Et quant à celles qui n'en organisent pas elles-mêmes, on ne les entend jamais ou bien très rarement protester contre cette mise en exergue de la "race".

La "race", autrefois une catégorie révérée par la seule extrême droite, grâce à laquelle on pouvait en effet justifier la haine du brassage et du métissage, est devenue aujourd'hui revendiquée autant sinon davantage à gauche et à l'extrême gauche. Les premiers évoquent les Français « de souche », les autres des « souchiens », et en effet la souche, les racines, les héritages, l'histoire, les origines, l'identité constituent des obsessions tant idéologiques que sémantiques communes à ces courants qui prétendent s'opposer

mais qui finalement utilisent les mêmes concepts théoriques pour lire le monde et définir les rapports humains.

L'appel des Indigènes de la République, en 2005, est probablement un moment fort de la bascule officielle d'une partie importante de la gauche en direction d'une option racialisée assumée. Pour remplacer la lutte des classes, la lutte des races ! Les théories dites décoloniales qui en découlent se répandent à grande vitesse dans les milieux universitaires et médiatiques et plus seulement au sein de groupuscules extrémistes aux méthodes expéditives. Ce n'est pas un hasard si "la" référence idéologique des Indigènes de la République est Malcolm X, ce militant qui, au moment des grandes luttes américaines des années 60 pour les droits civiques, s'opposa à Martin Luther King. Ce dernier revendiquait l'égalité des droits, souhaitait en finir avec une société qui pratiquait la ségrégation selon la couleur de peau tandis que son détracteur opposait la « fierté » noire à la « fierté » blanche. Pour lui, le repli identitaire était une bonne chose et le séparatisme noir devait répondre au séparatisme blanc. L'indifférenciation raciale que prônait le Pasteur King lui faisait horreur, tout comme la lecture universaliste des rapports humains qu'il proposait.

Ces débats sont anciens. Montaigne au XVI^e siècle affirmait : « Chaque homme porte la forme entière de l'humaine condition ». Deux siècles après, le théoricien de la contre-révolution Joseph de Maistre semblait lui répondre :

Il n'y a point d'homme dans le monde. J'ai vu dans ma vie des Français, des Italiens, des Russes ; je sais même, grâce à Montesquieu, qu'on peut être Persan ; mais quant à l'homme, je déclare ne l'avoir rencontré de ma vie ; s'il existe c'est bien à mon insu.

D'un côté l'unité du genre humain, qui bâtit une lecture universaliste des rapports humains proclamant l'égalité des droits pour tous, de l'autre, une lecture essentialiste, différentialiste, ethnique voire

ethno-raciale, justifiant le relativisme culturel. D'un côté une lecture dynamique de l'aventure humaine, donnant à l'homme la faculté de s'arracher à ses déterminismes et de se projeter dans des univers qui ne lui sont pas familiers, éventuellement même en rupture avec ses héritages. De l'autre, à l'inverse, une lecture statique de l'humanité où l'essence prime sur l'existence, où les héritages, les origines et l'histoire dominant et doivent dominer.

Du côté de l'extrême droite, si le parti dominant fait tout pour jouer la normalisation, les théoriciens de ce courant, eux, n'avancent pas masqués. Écoutons par exemple ce que disait en 2021 (17 février, *Twitter*) Renaud Camus, le penseur du « grand remplacement » :

On critique l'extrême gauche, les islamogauchistes, les abolitionnistes culturels et tout ça, mais ce sont tout de même eux qui nous auront sortis de cette ridicule parenthèse antiraciste et pseudoscientifique selon laquelle les races n'existaient pas. Merci !

Car en effet, d'un extrême à l'autre de l'échiquier politico-culturel, une même vision identitaire de l'humanité, exaltant les racines et la souche, la couleur de peau et l'appartenance à une culture, à une "civilisation", à une religion.

On pourrait documenter indéfiniment la manière dont cette lecture raciale des rapports humains a contaminé des partis politiques se disant à gauche, des syndicats de salariés ou d'étudiants, des associations féministes, antiracistes ou LGBT. Contre toute attente, car ce qui avait précisément caractérisé le camp de la gauche depuis qu'elle existe, c'est d'accompagner la rupture avec une société d'ordres, de castes, qui enferment les individus dans leurs origines. À l'exact inverse de cette obsession identitaire, elle affirmait le progrès possible, la perfectibilité humaine, le refus de l'assignation, des assignations multiples, bref un homme ou une femme libres, émancipés, arrachés aux pesanteurs du capital génétique, social, culturel ou religieux. L'émancipation était son mot d'ordre.

Elle conjugait progrès, raison et universalisme comme nécessaires à la réalisation d'un idéal qui orientait l'homme vers l'avenir, délié de l'obsession réactionnaire pour le passé et les racines.

Depuis ses origines, la franc-maçonnerie a aussi fait rayonner cet idéal, cherchant toujours à rassembler, réunir et relier, comme l'illustre parfaitement le discours de Ramsay sur la République universelle. Elle voyait l'un de ses combats triompher un siècle plus tard lorsque le Frère Victor Schoelcher proclamait la seconde abolition de l'esclavage en 1848, achevant son discours par les mots suivants : « La République n'entend plus faire de distinction dans la famille humaine ». Finalement, l'alternative est simple : comme nous le proposons, rassembler, réunir et relier ou bien au contraire séparer, distinguer et différencier. Nous sommes sans doute à un moment important de l'histoire : continuer le combat universaliste ou abdiquer devant les identitaires.

Philippe Foussier



Féminisme universaliste versus néo-féminisme

Le féminisme est pluriel, comme les femmes, dont les opinions et l'environnement social différent. Il est aussi en perpétuel mouvement, comme la société, qu'il veut bousculer et remettre en cause – contre le patriarcat et la hiérarchisation des sexes, pour l'égalité en droit et dans les faits des hommes et des femmes.

Aujourd'hui, cinquante ans après le MLF et cinq ans après #MeToo, le féminisme est instrumentalisé par des courants identitaires, nationalistes et/ou racistes, et ses représentantes dites essentialistes ou différentialistes, intersectionnelles, décoloniales et racisées. Aucun de ces courants n'a jamais été féministe.

Si j'arrive à savoir où j'en suis et savoir où je suis tout en étant toujours ailleurs c'est parce que, au fond, j'ai une ligne, j'ai un cap, [*lequel cap correspond à*] un vieux mot, honni, qu'on a jeté un peu à la poubelle un peu partout. Il s'agit de l'universalisme. [Wassyla Tamzali, militante féministe algérienne]

Les féministes portent l'égalité comme horizon et la liberté de conscience comme principe émancipateur, contrairement aux courants précités qui attaquent le féminisme universaliste et veulent enfermer celles qui s'en réclament dans une identité française et prétendument raciste.

Le féminisme universel est aujourd'hui préféré [Cf. le dernier ouvrage de Martine Storti], et je le reprends, pour impérativement poursuivre le dialogue partout, avec toutes, avec tous.

Les courants antiféministes faisant primer l'identité participent à la confusion. Aucune structure politique, syndicale, associative n'échappe à ces militances activistes – GODF compris.

Leur ennemi commun est la laïcité, bien qu'elle soit alliée au féminisme. Pour eux, le féminisme universel serait non inclusif, donc excluant. L'Histoire est reconstruite sur de fausses affirmations, comme la désignation d'une couleur unique, le Blanc, au point d'effacer Olympe de Gouges avec sa *Déclaration des Droits de la Femme et de la Citoyenne*, et la postface où elle rappelle la question des Noirs et les troubles graves causés par les révoltes multiples dans les îles en 1789.

Historiciser c'est faire une analyse critique des choses.
Si on l'efface, on ne voit plus les nœuds des problèmes
et on ne peut plus critiquer. [*Le temps des féminismes*,
Michelle Perrot.]

Pour les communautaristes, au mieux, les traditions priment ; au pire les intégrismes endoctrinent. Le voile est banalisé comme n'importe quel vêtement (sauf une mini-jupe !), et devient un choix prétendu personnel. Partant, les lois sur la laïcité deviennent racistes.

Les intersectionnelles n'ont rien inventé, car c'est la démarche des historiens ou des sociologues pour croiser plusieurs données et les rendre intelligibles. Le travail sur l'histoire des femmes venant de l'histoire sociale, le social et le genre sont croisés. Le primat de l'identité va à l'encontre de l'universel du féminisme.

Le "féminisme" indigéniste, décolonial, racisé ou racaliste, place l'identité raciale en premier – comme l'extrême-droite et les ultraconservateurs.

Aucune femme ou jeune fille, au nom d'une religion ou d'une tradition, ne doit subir excision ou mutilations sexuelles. Les droits

sexuels et reproductifs, la protection des mineures ne sont pas réservés à des Espagnoles ou des Suédoises. En revanche, le port du voile est lancé comme sujet de discord.

Des militantes indigénistes comme Houria Bouteldja ordonnent à des femmes et jeunes filles victimes de violences conjugales ou intrafamiliales de se taire pour préserver les hommes au nom de la lutte contre la domination occidentale dont ils seraient eux-mêmes victimes.

Des "féministes" excusent des musulmans traditionalistes et intégristes, parce qu'immigrés, parce que musulmans – cf. les viols collectifs de Cologne en 2016.

L'absence de soutien de ces "féministes" aux femmes iraniennes – rejointes par la jeunesse tout entière – et aux Afghanes contre le voile, est honteuse. Je n'oublie pas les combats des Algériennes, des Marocaines, des Turques, des Chiliennes, ou des Argentines. Aucune société ne peut être libre sans liberté des femmes.

Les dérives de la défense des droits des femmes vers le différentialisme, comme le mouvement des "*hijabeuses*", ou pour le port du *burkini*, mettent fin à l'égalité des sexes.

Le Planning familial [PF], lors de son dernier congrès en novembre 2022,

a choisi d'affirmer plus fort son positionnement de mouvement féministe intersectionnel [...] et a voté en faveur d'une meilleure inclusion des personnes grosses, des femmes voilées ou portant le voile et pour une mixité sociale accrue au sein de son mouvement.

Les antennes locales qui ont gardé le mot *laïcité* dans leur charte ont été exclues du mouvement, malgré les conséquences de terrain pour le droit des femmes et jeunes filles à disposer de leur corps et contre

les violences faites aux femmes. Il vaudrait mieux rassembler les forces à l'heure où le nombre de féminicides augmente.

De même, le président de l'inter-LGBT – en lien avec le PF – a été mis au ban pour son engagement en faveur de la laïcité, ce qui ne correspond plus à la position officielle intersectionnelle du mouvement. Il a même été taxé de transphobie, lui qui est gay.

Si je suis pour la revendication de droits nouveaux – PMA, GPA et le droit à la filiation (le GODF a entamé ce débat d'ailleurs et c'est une bonne chose), et même la transidentité, je m'oppose à l'effacement du mot femme pour "personnes menstruées" ou "personnes avec vulve" à la demande d'activistes ultra-minoritaires, seulement mis en valeur sur les réseaux sociaux. Comme le dit Laurence Rossignol, le combat a été long pour ne plus être considérée comme un "utérus sur pattes".

Se situe-t-on encore dans des luttes féministes lorsque celles-ci sont hiérarchisées, subdivisées sans fin ?

Peut-on parler de néo-féminismes [Cf. Annie Le Brun, 1978] pour dissocier ces courants du féminisme universaliste ? Je lui préfère *antiféminisme* pour trois raisons.

D'abord par sororité, parce que les nouvelles générations ne sont pas plus radicales que les précédentes. Simplement, je m'oppose aux conditions excluantes d'un dialogue qui n'est plus, et d'une transmission absente qui ne fédère plus.

Ensuite, pour éviter le piège des ultraconservateurs qui médiatisent ce terme pour attaquer le féminisme et la revendication de droits, comme la revue *Causeur*, par exemple.

Enfin, pour dénoncer les discours misandres d'Alice Coffin, de Pauline Harmange et de Sandrine Rousseau, avec lesquels je suis en désaccord

profond, et leur soi-disant concept d'éco-féminisme, qu'elles ne résumant, ni ne représentent à elles trois.

Ces "féminismes" particuliers participent à une parcellisation des revendications, quand le féminisme universaliste est le seul qui a un potentiel émancipateur, et est capable de s'inscrire sur le long terme.

Peut-on accepter de laisser ce combat à des organisations politiques ou syndicales qui abandonnent le front républicain pour s'associer à l'islam politique, abandonnant par choix stratégique et électoraliste la Sociale et la Laïque ?

Il existe une connivence entre la gauche "identitaire", l'intersectionnalité, et le capitalisme financier, en ce sens que les questions de l'individu et de l'identité déplacent le débat politique ailleurs que sur les questions sociales, comme l'ont montré les travaux d'Alain Supiot [universitaire et spécialiste du droit du travail et de la Sécurité sociale].

Je conclus par ces mots de Marie-Eve Surprenant [sociologue québécoise] dans *Manuel de résistance féministe*, 2015 :

À partir du moment où l'on porte un regard féministe sur le monde, il n'y a plus de repos...

Riva Gherchanoc



Laïcité et discours identitaires

La tentation serait grande ici de ne pointer que les outrances langagières et généralisations abusives qui, aux deux extrêmes du mal nommé échiquier politique, mais aussi en son centre, s'il en a toutefois un, émaillent des discours frappés au coin d'un identitarisme vindicatif.

Mais idéologiser l'identité, c'est aussi investir le rapport de soi aux Autres de relations d'inclusion et d'exclusion qui peuvent s'exprimer à d'autres niveaux et degrés, selon que l'identité renvoie à *ipse* ou *idem*, à la conscience que l'on a de soi ou à celle de la mêmeté avec un autrui citoyen, ou, exclusivement, avec une communauté : être totalement soi, ou n'être plus que l'une des facettes de qui l'on est, par assignation sociale, ethnique, ou, désormais, de genre.

La laïcité, organisation politique, philosophique et sociale fondée sur la liberté de conscience, ne connaît, elle, ni l'assignation réductrice ni le binarisme du *Nous* versus *Eux* ; elle ne considère qu'un seul NOUS, majuscule, pluriel et universel, qui reflète notre commune appartenance à l'Humanité, dans un monde qu'il nous revient de partager, indépendamment des arbitraires sociaux et ethniques. C'est elle qui forge notre identité républicaine et citoyenne.

Dans le monde de la démocratie, c'est la langue qui construit la cohésion discursive et culturelle entre les êtres, rend compte de leur vision du monde et détermine leur horizon partagé. Elle énonce ses principes et valeurs dans un présent simple à validité permanente, en utilisant des articles, des noms et pronoms qui reflètent par leur généricité la neutralité qu'elle prêche au niveau de l'État de droit, sans aucune mesure avec la classification essentialisante d'une idéologie sectaire. Le discours de la

raison repose sur une approche scientifique historique de la grammaire de la langue, qui associe cohérence sémantique et cohésion syntaxique

C'est ce commun linguistique que s'acharne à vouloir déconstruire le discours identitaire. De la pluralité de l'universel, il fait un multiple dépourvu d'unité, et avec le même objectif d'émiettement semant la confusion, se propose de réduire les concepts à une seule signification. *Ils sont entrés* devient *ils/elles/iels sont entré.e.x.s.* Or s'il existe un genre grammatical masculin non marqué et un genre grammatical féminin marqué parfois en français par une terminaison symbolique, le réalisme nominal nous impose de ne pas confondre stupidement le signifiant du mot avec un référent sexué dans l'extralinguistique, ce monde extérieur au discours : *une barbe, une moustache, un sein, un utérus* ne pourront guère avoir de comportements paradoxalement sexués que sur une affiche du planning familial...

Il en va ainsi du concept de genre désormais univoque dans sa référence à un sentiment construit socialement d'une sexualité fluide et liquide qui ne serait plus ancrée dans le biologique, marque d'un entre-soi idéologique excluant toutes les autres représentations possibles. C'est ainsi que le féminin grammatical en est venu à représenter un genre qui se veut rendre les femmes visibles à l'heure même où le mot *femme* est éliminé du vocabulaire de la nouvelle "recherche" universitaire et médicale. Les utilisations générique, neutre, situationnelle sont également mises au ban de la rhétorique de la fluidité et de la liquidité... *Il pleut, plaît-il, il semblerait que..., il y a, il y va de..., ces il* devront-ils disparaître de la langue française pour virilisme ostentatoire ?

Le discours identitaire, déconstructionniste et relativiste, impose que *ce qui est dit* est *ce qui est*, que tout se vaut. Il ouvre ainsi la porte à la post-vérité, aux faits alternatifs et aux théories du complot. Littéralisme et performativité en sont la clé. Par littéralisme, entendons la réduction du signifiant à un seul sens, arrêt de mort de la polysémie, de la nuance, de la finesse de la réflexion.

Ainsi, pour cadrer avec le mythe de l'Homme blanc viriliste chauvin misogyne, *etc.*, le mot *barbecue* devient, par brouillage conceptuel et délire associatif exclusif, synonyme d'une masculinité aussi toxique que le *man-spreading* [quand un homme s'assied les jambes écartées], et manger de la viande grillée au barbecue prouve irréfutable d'androcentrisme hétérosexuel militant.

C'est là un effet notoire de la pensée magique, voire complotiste : le monde des apparences, donc aussi de la langue écrite, cacherait un autre monde, une structure intentionnelle sous-jacente qu'il conviendrait de démasquer. D'où l'étalement des possibilités de choix du paradigme sur la chaîne linéaire syntagmatique par l'écriture inclusive. La loi de la similarité entre alors en jeu. Comment ne pas se souvenir de cette phrase-choc d'une élue post-féministe le 3 octobre 2022 : *mangez vos morts !*

Cette phrase, qu'elle a refusé d'explicitier, relève d'une croyance mythique des anthropophages qui, en mangeant leurs morts, pensaient hériter de leur force et leur énergie, sorte d'appropriation de l'identité d'autrui. C'est en partant de la même logique qu'une femme blanche se voit interdire de traduire l'œuvre d'une femme écrivain noire, car c'est à n'en point douter (mais chez ces gens-là – Madame – on ne doute pas !) un délit d'appropriation culturelle, voire le vol d'une âme. Une nouvelle forme d'anthropophagie symbolique, réminiscence, s'il en est, de l'eucharistie – le littéralisme, biais cognitif, ouvrant la voie entre matériel et spirituel :

Évangile de Jean : 53 Jésus leur dit alors : « Amen, amen, je vous le dis : si vous ne mangez pas la chair du Fils de l'homme, et si vous ne buvez pas son sang, vous n'avez pas la vie en vous. / 54 Celui qui mange ma chair et boit mon sang a la vie éternelle ; et moi, je le ressusciterai au dernier jour. / 55 En effet, ma chair est la vraie nourriture, et mon sang est la vraie boisson. / 56 Celui qui mange ma chair et boit mon sang demeure en moi, et moi, je demeure en lui.

Littéralisme, confusion catégorielle, animisme qui prête aux mots des pouvoirs, des intentions, jouent sur les affects en diffusant une conception organique simpliste de la langue qui en fait le miroir déformant de réalités biologiques, économiques, et sociales.

Alors on entre de plain-pied dans le cauchemar totalitaire de 1984 où nos nouveaux Procuste en jupon taillent la langue jusqu'à l'os pour lui donner bonne mesure.

C'est là que refait surface le performatif. Toute parole devient un acte. La parole identitaire – qui exige que l'on situe « d'où l'on parle » – est un verdict sans jugement. Elle condamne par sa profération, exclut par son énonciation et tue par délégation. Car les discours identitaires actuels utilisent la sémiotique de tous les fanatismes. Une parole contestataire ou libertaire devient un blasphème et la Raison un crime qui mérite un châtiment exemplaire. Chasse aux Sorcières (Salem), Maccarthysme, purges politiques, l'Histoire n'est pas dépourvue d'outrances similaires.

Celles d'aujourd'hui sont commises au nom de la Trinité des nouvelles divinités – *DEI* – qui supprime le *Deus* monothéiste : *Diversité, Équité, Inclusion*. Le nouveau catéchisme d'une idolâtrie anti-kantienne de l'irrationnel et de la paresse, prêchée par les éléments de langage autoréférentiels des adeptes de la déconstruction, de la différence des droits, et de l'exclusion.

Mais la langue française est un héritage qui ne se refuse pas et tous les citoyens de la République en sont les ayants droit. Elle est le symbole et le ciment de notre indivisibilité, de notre liberté d'expression et de la liberté absolue de conscience si chère à la laïcité.

Battons-nous bec et ongles pour la maintenir en vie et par là même assurer la pérennité de notre République, universaliste et laïque.

Mireille Quivy



Assignation culturelle ou Émancipation ?

Les théories racialistes, identitaires, wokistes, pénètrent des pans entiers de la société ; la Culture n'échappe pas à ces idéologies.

Il y a quelques années est apparu le concept d'appropriation culturelle, c'est à dire l'usage par les membres d'une communauté dominante d'éléments culturels produits par des membres communauté dominée. À l'époque, cette approche semblait juste, puisqu'elle concernait des d'œuvres d'art présentées dans des musées – conséquence de guerre, de vols ou de colonisations. Ainsi, le British Museum va restituer des objets d'art à l'Irak, l'Afghanistan, et est en pourparlers avec la Grèce pour la restitution des marbres du Parthénon. Mais rapidement l'appropriation culturelle s'étendit à d'autres domaines ; ainsi au Canada et aux États-Unis, sous la pression des groupes identitaires, des pièces de théâtre, des récitals de chants, des concerts furent annulés au motif qu'ils constituaient une profanation de la mémoire.

La musique savante est elle aussi ciblée par la *cancel culture* ; ainsi des groupes de pression s'inquiètent-ils de la façon dont les "musiciens de couleur" se rapprochent de cette musique, qui serait "inextricablement liée à l'impérialisme occidental et à la suprématie blanche".

Ce faisant, on voit se dessiner un séparatisme culturel fondé sur nos origines ethniques et qui rompt avec l'universalisme des émotions en nous enfermant dans une burqa culturelle qui nous coupe de l'autre en refusant l'altérité. Cinq-cents ans avant Jésus Christ, Héraclite écrivait : « La culture est un autre soleil pour les gens ». Nous faut-il accepter qu'il y ait plusieurs soleils ?

Ainsi, nos émotions ne sont plus le produit de notre personnalité, faites de nos rencontres, de nos expériences, de notre histoire ; elles se résument à nos origines. La fulgurance et la brillance des vers de Léopold Sédar Senghor ne touchent-elles que les Sénégalais, la beauté des poèmes d'Andrée Chédid n'est-elle comprise que par les Libanais, faut-il être Français et blanc pour appréhender la portée du message des *Misérables* de Victor Hugo ou s'identifier à la dureté de vie des mineurs de *Germinal* d'Émile Zola?

Cette dérive mortifère fondée sur ce qu'Amin Malouf appelait dans son livre éponyme, *Les identités meurtrières*, pénètre aussi l'enseignement de la musique dans de nombreux conservatoires. Des professeurs se voient raillés pour enseigner le violon à des enfants d'origine africaine qui désirent apprendre à jouer de cet instrument, "l'Afrique c'est les percussions voyons, c'est culturel !" D'autres se font rappeler à l'ordre: « Vous n'êtes pas là pour en faire des musiciens, faites simplement de l'animation culturelle ».

Substituer l'animation culturelle à la Culture, est un renoncement de plus, qui entrave la découverte et l'émancipation ; elle n'élève pas le sujet mais le maintient dans son environnement d'origine ; ce ne sont pas des portes que l'on ouvre, mais des portes que l'on ferme. Explorer le champ des possibles ne semble plus être un impératif pour certains.

Ces dérives fracturent la société, la transformant en un archipel de communautés séparées les unes des autres, où les échanges culturels ne sont pas vécus comme un enrichissement, mais comme une spoliation, voire une colonisation.

Les zélotes des théories identitaires feraient bien de comprendre le concept de créolisation du philosophe et poète Édouard Glissant, non pas dans sa version instrumentalisée à des fins politiques, mais dans ce qui la définit.

La racine unique tue tout ce qu'il y a autour d'elle. Elle est sectaire et intolérante. Il faut remplacer l'idée de la racine unique par l'idée de l'identité-Relation ou rhizome. Or, c'est notre expérience à nous, Antillais.

Édouard Glissant introduisait ainsi, en 1993, son grand concept de créolisation. Il continuait plus loin par ces mots :

Le rhizome, la racine qui s'étend, qui va vers d'autres racines. Qui prolifère, sans les tuer. Mais sans renoncer à être elle-même. Ce n'est pas une dilution, ce n'est pas une perte.

Aux identités meurtrières, Édouard Glissant préfère la notion de "pensée du tremblement", qu'il définit ainsi :

Elle ne répond ni à la peur, ni au doute, ni à l'incertitude.

Elle résiste aux raidissements des pensées de système et aux emportements des systèmes de pensée.

Elle maintient tout système dans ses formes méthodologiques et le garde de verser dans des absolus.

Elle ouvre l'identité sur le rapport à l'Autre et sur le change qui provient alors de l'échange, sans que cette identité en soit perturbée ni dénaturée.

Elle est la pensée sismique du monde qui tremble en nous et autour de nous.

Il me semble que cette conception de la Culture est une réponse à l'assignation culturelle.

Il y a quelques années, ici même, Jérôme Clément, créateur d'ARTE, vint nous parler Culture, il conclut son propos par des mots que je vous invite à méditer : « La Culture n'est pas un divertissement, c'est un avertissement ».

Jean-Pierre Legay



Laïcité,

Comment transmettre ?

Il est utile de s'interroger sur le contexte d'aujourd'hui, à savoir : la laïcité est-elle comprise par l'ensemble de la population y compris les responsables politiques qui nous gouvernent ?

Différentes lois votées durant le XX^e siècle et en ce début de XXI^e siècle, si elles ne définissent pas chacune une règle de vie laïque dans sa globalité, n'en sont pas moins de véritables piliers. Parmi celles-ci, la loi de 1905 avait pour objectif de traiter de « la séparation des Églises et de l'État ». Dès son article 1^{er}, le sens est donné puisqu'il traite de la liberté de conscience et de l'exercice des cultes. Elle n'est donc nullement "liberticide", contrairement à l'affirmation de ses détracteurs. La question est : pourquoi est-elle décriée par ces derniers ?

Rappelons que tous les clergés mènent une offensive permanente afin de soumettre la vie de la Cité aux doctrines religieuses et ceci depuis les évangélistes, en passant par l'Église catholique, pour arriver à l'islam politique. Chacun a en mémoire leurs actions de censure : empêchement de concerts dans les églises, de projections de films comme *La dernière tentation du Christ* et bien évidemment les attentats contre les auteurs des caricatures de Mahomet.

Par ailleurs, le passé colonial de la France est, pour ceux issus des ex-colonies françaises, un fait aggravant exploité pour convaincre que la République Française est toujours raciste.

Dans ce contexte, on serait en droit d'avoir une position claire du monde politique. Il n'en est rien. Quand, au mieux, le discours existe, l'application dans les actes ne suit pas, et ce par manque de courage – voire pour des raisons électoralistes – quelles que soient les sensibilités politiques.

À ce jour, les rares initiatives politiques ont échoué. En témoigne l'absence de résultat réel de la politique de la ville et de l'aménagement du territoire. Au contraire, les ghettos ont été renforcés, devenant des quartiers où les principes de la République sont bafoués quotidiennement.

Cette toile de fond conduit des parents d'élèves à exercer des pressions sur les enseignants au nom de la religion. En réponse, les institutions reculent, par exemple quand il s'agit de donner le nom de Samuel Paty à un établissement scolaire au prétexte du maître mot : "pas de vagues".

Enfin, comme si cela ne suffisait pas, la communauté européenne aggrave le contexte. Rappelons que dans sa Constitution rejetée par les Français en 2005, la liberté de religion est substituée à la liberté de penser. Depuis, ladite communauté poursuit son chemin en s'appuyant de plus en plus sur le modèle anglo-saxon qui laisse place à la vision *woke*, qui conduit à des approches communautaristes en totale opposition avec notre pensée universelle.

Comment s'étonner que la laïcité soit incomprise notamment par la jeunesse ? Je cite cette dernière car la transmission doit être tournée d'abord vers elle. En effet, c'est à ce moment de la vie de chacun d'entre nous que se forme la conscience personnelle, se forment les convictions politiques et, en général, la perception sociale et citoyenne.

Les années qui s'écoulent nous démontrent que les déracinements, les haines issues de la période coloniale, les pertes de repères

conduisent beaucoup à ne pas se sentir reconnus et à chercher refuge dans les religions.

Pour faire République, il faut développer chez chacun sa capacité de penser par lui-même, de chercher sa vérité sans influence, mais ceci, dans le cadre d'une vie sociale et collective sur la base de nos valeurs issues de la Révolution française.

En cela la laïcité est libératoire et non liberticide.

Le rôle de l'école publique – et donc de chaque enseignant – est fondamental. Reste que, même si l'Éducation nationale assumait à nouveau ce rôle, des parents d'élèves continueraient d'élever leurs enfants sur des valeurs de haine de la République ; des textes fondateurs d'associations de parents vont jusqu'à affirmer que la République est un système raciste qui détruit leurs enfants. Ceci démontre qu'avant de s'en remettre à l'École publique, il faut reconstituer les conditions d'exécution de l'exercice de la laïcité sur tout le territoire national sans exception.

Cela est d'abord la responsabilité des élus, à tous les niveaux des institutions et de toutes les sensibilités, ce qui implique que certains d'entre eux cessent leur complicité avec des forces communautaristes et que d'autres n'utilisent plus des voies d'exclusion à l'encontre de citoyens étrangers ou d'origine étrangère.

Quels sont donc les moyens de répondre ?

Il convient que le GODF prenne des initiatives fortes à plusieurs niveaux :

- en direction des décideurs : président, gouvernement, députés, sénateurs, conseillers régionaux, départementaux et locaux ;
- en direction des associations ;
- en direction de la population.

Pour ce faire il convient d'élaborer des propositions sur la base du schéma suivant :

1. renommer les choses,
2. renommer les responsabilités,
3. rappeler la loi et l'appliquer sans exception.

Parmi les propositions citons :

- exiger la suppression du Concordat qui s'applique en Alsace et en Moselle et qui conduit dans ces départements à rémunérer les clergés, oblige l'enseignement du catéchisme dans les écoles publiques sauf dérogation à la demande des parents d'élèves et finance les équipements religieux ;
- ajouter la mention Laïcité au triptyque Liberté, Égalité, Fraternité sur tous les frontons des bâtiments publics ;
- présence des institutions sur les réseaux sociaux pour répondre aux discours propagandistes ;
- débattre avec les associations et être présent dans ces dernières dont certaines ont des discours ambigus ;
- agir pour que l'excision soit poursuivie concrètement comme un crime ;
- renforcer les programmes scolaires, former, accompagner et protéger les enseignants dans leur mission d'enseignement des valeurs de la laïcité.

À partir de ces propositions, le GODF doit organiser avec ses membres des actions en direction du monde profane.

Il est grand temps

de faire l'état des lieux réel,

de prendre à tous les niveaux des institutions les décisions
pour créer un contexte nouveau,

de réunir les conditions pour que l'Éducation nationale et ses
enseignants puissent assumer le contenu de cette
transmission.

Chaque Maçon doit tenir toute sa place pour que Laïcité et République
soient indissociables.

Daniel Bernard



Lier le combat laïque au combat social contre la religion woke

La laïcité est malmenée en France depuis le retour du général de Gaulle, par la loi Debré de 1959, grande brèche contre la loi de 1905, ouvrant par là le financement public des structures des Églises. Cela amplifie une brèche plus ancienne, à savoir celle des cinq départements français dérogeant au principe de laïcité depuis bien plus longtemps, notamment pour la Guyane depuis 1828. Dans le même temps, le développement du post-modernisme contre l'universalisme concret dans les années 1970 installe le relativisme culturel avec les pensées de Foucault, Deleuze et Cie. Dorénavant, l'ouverture au primat de la subjectivité contre les faits objectifs détruit les fondements de la laïcité. Dit autrement, en 1905, Jaurès et le pape avaient la même définition de la laïcité. L'un était pour, l'autre contre. Aujourd'hui, avec le relativisme culturel, tout le monde est pour tout ; les mots des conquêtes sociales – république, démocratie, laïcité, solidarité, liberté, révolution, *etc.* – peuvent avoir des milliers de significations décidées par chaque individu, ce qui rend impossible le débat démocratique argumenté.

Pire, les États-Uniens vont encore plus loin en promouvant après l'idéologie hollywoodienne de la guerre froide, la religion *woke*. Singularité, cette religion est une religion née dans l'université états-unienne et se propage comme l'ancienne idéologie à travers la planète. La France, pays de l'invention de la laïcité mais qui a le plus reculé sur ce principe, est l'une des nations les plus touchées par ce mouvement religieux. Lorsqu'on le regarde de plus près, seules les villes centres et leurs banlieues sont touchées. Les régions périphériques et rurales ne le sont pas. Mais l'influence grandissante

des villes centres universitaires dans le monde d'aujourd'hui fait que cela rejaillit énormément sur les politiques publiques.

Car il s'agit bien d'un mouvement religieux puisqu'il se base sur des dogmes indiscutables pour ses fidèles, comme l'est l'immaculée conception chez les chrétiens. Ce wokisme développe des nouvelles tendances identitaires. Nous connaissons déjà les politiques identitaires existant à droite et à l'extrême droite. Eh bien, nous aurons en plus des nouvelles politiques identitaires se développant à gauche et à l'extrême gauche.

Comme toute politique identitaire, il s'agit d'essentialiser une caractéristique d'un individu pour le classifier. Par exemple, les noirs, les musulmans, les femmes sont des dominés et des victimes par nature. Les blancs surtout s'ils sont mâles, hétérosexuels, cisgenres et binaires, sont des dominateurs par nature. Dit autrement, toute réalité est une construction sociale. Dit encore autrement, une femme qui dit avoir subi des agressions sexuelles doit être crue sans aucune preuve nécessaire, un noir qui se fait tuer par la police relève obligatoirement du crime raciste, *etc.* Et pourtant, un homme vient de passer onze ans en prison avant que sa dénonciatrice n'avoue qu'en réalité, c'est son frère qui l'a violée ; récemment un noir a été tué par la police américaine composée de 5 policiers noirs. Dans ce cas, le noir tué ne l'a pas été par racisme mais parce qu'il était pauvre. « Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde », disait Camus. Supprimer la recherche argumentée des causes au profit d'essentialismes dogmatiques provoque obligatoirement un recul de la laïcité. En fait, ce nouvel identitarisme vise à raciaiser la question sociale, à détourner la société des causes sociales des événements pour hypertrophier les questions de race et de genre. La logique du procès remplace la discussion argumentée. L'accusation de "raciste" ou d'"extrême droite" est utilisée dès que l'on s'oppose à leurs conceptions. La politique est remplacée par la moraline. La chasse en

meute sur les réseaux sociaux, l'essentialisation victimaire, l'"épistémologie des points de vue" se développent.

Mais alors se posent deux questions :

- Y a-t-il un lien entre les avancées ou reculs laïques et les avancées et reculs sociaux ?
- À qui profitent ces idéologies identitaires ?

À la première question, la réponse est claire lorsque nous regardons l'histoire du XVIII^e siècle à nos jours : les avancées laïques et les avancées sociales sont concomitantes. Leurs reculs respectifs *idem*. Il n'y a jamais eu d'avancée significative des unes sans les autres. Voilà pourquoi la plupart des discours laïques sont inefficients quand ils ne sont pas liés à leur écosystème social.

À la deuxième question, je réponds que ce sont bien les dirigeants du système qui ont intérêt à évacuer le primat de la question sociale, seul ciment majoritaire pour l'émancipation du peuple, et pour la compréhension de l'histoire du monde.

Voilà pourquoi, dans le capitalisme, les nominations, les financements publics dans l'université, les invitations dans les médias dominants, vont plutôt vers les discours identitaires. La "droite identitaire" subventionnée par le patronat, la "gauche identitaire", par des ONG, fondations, et maisons de mode. Cette nouvelle religion identitaire souhaite changer les choses pour que rien ne change. Voilà qui éclaire d'un jour nouveau l'épisode des gilets jaunes ! Voilà qui éclaire d'un jour nouveau l'analyse de la séquence politique actuelle, à savoir que, lors des législatives de 2022, 70% de la classe populaire ouvrière et employée et 70% des jeunes de moins de 35 ans – soit la majorité du peuple – font partie des quatre types de votes abstentionnistes – les inscrits qui ne votent pas, les votes nuls et blancs, et les non-inscrits en augmentation. Car nous sommes bien dans une séquence de fossé grandissant entre le peuple et ses "élites".

Ces "élites" largement minoritaires ont besoin d'une hégémonie culturelle qui divise le peuple pour leur éviter de subir le même sort que les aristocrates lors de la révolution française.

Avec ce raisonnement, ne comprenons-nous pas mieux pourquoi les dernières décennies d'actions laïques en maçonnerie ou en milieu profane, toutes deux dans l'entre-soi, n'ont eu que peu d'effets sur le recul inexorable de la laïcité, sans lien avec son écosystème social qui, seul, peut lui permettre de se développer?

Et pourtant, une action démarrée au Conseil de l'Ordre du GODF en 1989 et continuée en milieu profane a réussi à contrer un recul laïque. Alors que l'interdiction des signes politiques et religieux datant des trois circulaires de notre Frère Jean Zay du Front populaire fut annihilée par l'article 10 de la loi du 10 juillet 89 de Lionel Jospin, le GODF a pendant 2 ans lancé la bataille qui entraîna *in fine* en milieu profane le retour de l'interdiction des signes religieux par la loi du 15 mars 2004.

Ne serait-il pas temps qu'une action efficace pour une nouvelle phase de l'émancipation laïque soit débattue au sein de notre obédience ?

Bernard Teper

bernard.teper@reseaueducationpopulaire.info

Conclusion de l'Orateur

Cette Tenue solennelle a posé les premiers jalons d'une réflexion sur les mouvements identitaires.

Comment les revendications identitaires ont-elles perverti une lutte contre les discriminations qui doit reposer sur l'égalité de droits pour tous les citoyens, et non pas sur des droits en fonction d'une appartenance à une religion, un genre, une identité culturelle ou raciale, des origines ? Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Quelques constats ont été mis en exergue :

La "race", la souche, les racines, les héritages, l'histoire, les origines, l'identité constituent des obsessions tant idéologiques que sémantiques qui ne se cantonnent plus à l'extrême droite mais ont envahi également une partie de la gauche. Cette lecture différentialiste justifie le relativisme culturel et contrarie l'ambition d'une société où les hommes et les femmes seraient arrachés à la pesanteur du capital génétique, social, culturel ou religieux.

Le féminisme lui-même est instrumentalisé par des mouvements différentialistes qui enferment les femmes dans des identités distinctes et réductrices, à l'inverse d'un mouvement émancipateur.

La culture n'échappe pas à ces idéologies. Sous la pression de groupes identitaires, une femme blanche se voit interdire de traduire l'œuvre d'une femme écrivain noire, des concerts et des pièces de théâtre sont annulés sous prétexte de délit d'appropriation culturelle. Ce faisant, on voit se dessiner un séparatisme culturel fondé sur nos origines, qui rompt avec l'universalisme des émotions et nous coupe de l'autre en refusant l'altérité.

La laïcité, organisation politique, philosophique et sociale fondée sur la liberté de conscience ne considère qu'un seul NOUS, majuscule, pluriel et universel, qui reflète notre commune appartenance à l'Humanité, dans un monde qu'il nous revient de partager, indépendamment des arbitraires sociaux et ethniques. Elle est pourtant aujourd'hui incomprise, voire méconnue et attaquée par tous ces mouvements.

Comment agir, en tant que Francs-Maçons, contre ces revendications identitaires qui vont à l'encontre de l'universalisme républicain qui forge notre identité ?

Le travail n'est pas achevé, nous souhaitons le poursuivre dans un premier temps au sein de notre Obédience et des Obédiences amies, puis ouvrir nos réflexions au monde profane dans le cadre de conférences publiques.

Rejoignez-nous ! Et face à toutes les tentatives de division, travaillons encore et toujours pour réunir ce qui est éparé.

MIDI PLEIN
Marina Caetano-Viellard
Vénérable Maître de la Loge *Midi Plein*



Aux Loges, Frères, Sœurs intéressés par notre démarche,
vous pouvez nous joindre à l'adresse ci-dessous :

CONTACT

Universalisme.FM@protonmail.com

ON VA PAS
PLEURER SUR
UN MÂLE BLANC
HÉTÉRO CISGENRE!...

